

MEURTRE ET DESINFORMATION A GRENADE

PAR JONATHAN BENNETT

Au cours de la semaine qui suivit le déclenchement de la guerre contre Grenade, le Pentagone insistait que les combats se déroulaient avec une "précision chirurgicale". *"Si nous utilisions des bombes et ce genre de matériel,"* expliquait le Général John Vessey (commandant du Joint Chiefs of Staff) le 26 octobre, *"tout irait très rapidement. Mais nous ne voulons pas procéder de cette façon."*

Un exemple de cette prétendue précision nous a été donné seulement neuf heures après le début de l'invasion, le 25 octobre, alors qu'un avion de combat de la U.S. Navy réalisait trois bombardements dans les alentours de la capitale St-Georges. A chaque passage, les bombes frapèrent directement leur objectif: un hôpital de deux étages abritant des malades mentaux. Ce n'est peut-être pas là la première atrocité de cette guerre mais c'est la seule rendue publique jusqu'à maintenant. (...)

La destruction de l'hôpital psychiatrique Richmond Hill s'est révélée, de plusieurs façons, représentative de l'invasion U.S.. Utilisant une combinaison de puissance de feu, de censure de presse et de mépris de l'opinion publique internationale, les Etats-Unis espéraient réaliser un balayage en règle, sans égard aux conséquences, avant que personne ne puisse s'objecter ou mobiliser une opposition.

Avant même que l'invasion ne débute, le Pentagone et la Maison Blanche avaient démontré leurs méthodes: tout comme un hôpital civil était considéré comme une cible militaire légitime, un aéroport civil en construction était présenté comme une menace militaire; un plan d'intervention américain était attribué à six gouvernements des Caraïbes; l'engagement qu'avait pris le gouvernement grenadin de respecter les ressortissants américains sur l'île était remplacé par la perspective, "à faire dresser les cheveux sur la tête", d'une prise d'otages; un aéroport ouvert était présenté comme fermé et finalement, la force d'invasion composée de 6 000 américains était présentée comme multinationale.

L'inexactitude quasi complète dans la description des activités et des intentions des Etats-Unis a sapé considérablement la crédibilité du gouvernement américain; mais le contrôle qu'exerçait ce dernier sur toutes les informations émanant de la Grenade laissait peu d'opportunité pour que surgisse une information objective. Le 1er novembre, un porte-parole du Pentagone affirmait que l'invasion était parvenue à mater toute opposition organisée - que l'on présentait avec insistance comme étant formée de troupes cubaines - mais les rapports indépendants en provenance de l'île étaient tellement limités qu'une vérification réaliste en était impossible.

Le Pentagone s'est également livré à un remaniement cynique des effectifs en cause. Quelques jours après avoir affirmé que les effectifs

américains sur l'île s'élevaient à 2 700, il admettait que le nombre exact était de 6 000. De même, les officiels américains firent la une de tous les journaux en affirmant le 28 octobre qu'il y avait 1 100 Cubains sur l'île au moment de l'invasion et que plusieurs d'entre eux soutenaient toujours les combats. Deux jours plus tard, ce mensonge était tranquillement rétracté alors que le Département d'Etat avouait qu'il ne contestait pas le compte que La Havane avait fait de son personnel sur place soit 784 Cubains.

Ce recensement gonflé du nombre de Cubains a servi à justifier l'extension de l'occupation annoncée par l'administration américaine. Des parachutistes de l'armée furent dépêchés pour ce qui s'annonce un long séjour alors que les Rangers de l'armée étaient retournés au pays et que les Marines étaient graduellement envoyés au Liban.

Entre temps, les objections du gouvernement américain à la construction d'un aéroport "toutes-saisons" à Grenade - objections basées sur la prétention que la longueur des pistes en faisaient une base militaire - étaient balayées le 30 octobre par la compagnie de construction anglaise Plessey. En plus de souligner l'existence de cinq aéroports dotés de pistes d'une longueur égale ou supérieure dans les Caraïbes, un porte-parole de Plessey - un important entrepreneur travaillant au projet - affirmait à des journalistes londonniens que *"l'aéroport était construit selon des normes purement civiles."* Ce porte-parole expliqua que les aéroports militaires devaient être dotés de réservoir de carburant sous-terrains et à l'épreuve des bombes, d'abris pouvant protéger les avions et de tours de contrôle fortifiées. N'étant pas doté de ces facilités, l'aéroport de Grenade aurait constitué une cible beaucoup trop vulnérable pour servir de base d'opérations militaires intensives, selon ses dires.

L'une des principales assertions utilisées par l'administration Reagan pour justifier l'invasion de l'île s'est effondrée quelques jours seulement après avoir été soulevée. Le 25 octobre, en annonçant l'attaque, le président Reagan affirmait: *"Le dimanche 23 octobre, les Etats-Unis recevaient une demande urgente et formelle de la part de cinq nations membres de l'Organisation des Etats caraïbiens de l'Est de se joindre à un effort concerté pour rétablir l'ordre et la démocratie sur l'île de Grenade."*

Deux jours plus tard, Reagan rappelait que la demande formelle avait été précédée, peu avant l'aube du 22 octobre, d'une demande informelle. Avec un empressement surprenant, la Maison Blanche répondit à la première "demande" en envoyant immédiatement deux fonctionnaires dans les Caraïbes *"afin de préparer une invitation écrite formelle, alors qu'ils apportaient avec eux un brouillon sur lequel l'accord fut obtenu et lequel fut acheminé à Washington le jour suivant"*, selon le New York Times.

La présentation de l'invasion faite par Ronald Reagan, celle d'une opération de sauvetage, était peut-être plus cynique encore. *"Le cauchemar des Américains pris en otage en Iran ne doit jamais se répéter"* avait-il lancé de façon alarmante. Mais toutes les évidences ont montré que personne à Grenade n'a eu l'intention de prendre des otages; la Maison

Blanche a du ignorer ou démentir toute information contraire à ses prétentions et mentir éhontément là où aucun argument ne pouvait faire l'affaire.

La prétendue préoccupation de Reagan pour la sécurité de quelques 1000 citoyens américains à Grenade avait supposément été éveillée par le coup d'Etat sanglant du 19 octobre qui avait liquidé la direction du Gouvernement Révolutionnaire du Peuple. Mais le 23 octobre, 36 heures avant le début de l'invasion, la junte au pouvoir - pressentant qu'une attaque était imminente - transmit à Reagan l'assurance que les ressortissants américains seraient protégés. Sans posséder aucune évidence que ces assurances n'étaient pas sincères, la Maison Blanche les écarta en alléguant que parce que l'autorité de la junte était douteuse, elle n'était pas en position de garantir quoi que ce soit.

La junte avait cependant promis d'ouvrir l'aéroport le 24 octobre à quiconque désirait quitter le pays. Cette promesse désarticulait tous les motifs évoqués pour justifier l'attaque; le Département d'Etat prit alors les mesures qui s'imposaient pour sauvegarder ce prétexte et déclara tout simplement que l'aéroport était fermé en dépit du fait qu'au moins quatre vols remplis de personnes désireuses de quitter l'île purent s'envoler ce jour-là.

Même une fois l'invasion en cours, Reagan ne peut s'empêcher de soulever le spectre d'une prise d'otages. Dans un discours prononcé le 27 octobre, il décrivait les premières heures de l'attaque: *"Nos militaires s'emparèrent presque instantanément de deux aéroports et protégèrent le campus où se trouvaient la majorité de nos étudiants"*. Moins de la moitié des ressortissants américains présents dans l'île se trouvait au campus en question.

Il fallut 35 heures aux troupes américaines pour s'approcher de l'autre campus, celui de l'école américaine de médecine, lequel était entouré par les troupes grenadines jusqu'au moment où ces dernières durent se replier devant la progression des marines. Quantité d'étudiants vivant à l'extérieur du campus demeura dans des zones complètement contrôlées par les troupes grenadines et ce, durant les 54 premières heures de l'invasion. Durant tout ce temps et malgré les prétentions américaines à l'effet que les Grenadins avaient l'intention de prendre des otages, aucun étudiant ou aucun américain ne fut menacé ou molesté par les forces armées grenadines.

Une autre des "envolées" d'imagination de Reagan est démontrée par cette déclaration du 25 octobre à l'effet que *"tôt ce matin, les forces de six démocraties caraïbiennes et des Etats-Unis ont lancé un débarquement à Grenade"*. La réalité, elle, était moins prosaïque; la première vague d'assaut composée de 1 900 militaires américains prit pied sur l'île et occupa les aéroports avant même que le contingent caraïbien composé de 300 hommes n'arrive pour assumer exclusivement les tâches policières.

Il n'y a évidemment rien d'accidentel dans le débit constant de fausses informations entourant l'invasion en provenance de Washington, D.C.. L'opinion internationale a condamné, presque à l'unanimité, l'assaut

de Grenade par les Etats-Unis. Même les alliés les plus fidèles des Etats-Unis comme l'Angleterre, l'Allemagne de l'Ouest et le Canada ont critiqué ce geste de l'administration Reagan en termes très durs (en public, tout au moins!). Des doutes ont été soulevés en Europe sur la possibilité que les Etats-Unis déclenchent sans provocation une guerre nucléaire contre l'Union Soviétique dans l'éventualité où le déploiement en Europe des missiles Cruise et Pershing aille de l'avant.

Mais le rejet le plus virulent de l'invasion est venu des Nations Unies le 28 octobre alors que le Conseil de sécurité approuva une résolution de condamnation écrite en termes très durs; les Etats-Unis durent alors avoir recours à leur droit de veto afin d'éviter l'adoption de la résolution. Au nombre des signataires de la résolution, laquelle qualifiait l'invasion "de violation flagrante du droit international" et demandait "l'arrêt de l'intervention armée et le retrait immédiat des troupes étrangères de Grenade", figuraient la France, les Pays-Bas, le Pakistan, la Guyane, le Nicaragua, le Zimbabwe, la Jordanie, la Chine, l'Union Soviétique, la Pologne et l'Ile de Malte. L'Angleterre, Le Zaïre et le Togo s'abstinrent, laissant aux Etats-Unis la seule opposition à la résolution. Au cours du débat qui entoura la résolution, de tous les pays sans droit de vote qui s'exprimèrent, seulement les nations des Caraïbes qui avaient endossé l'invasion - la Jamaïque, les Barbades, Antigua, Dominique, Ste-Lucie et St-Vincent - appuyèrent l'attaque.

Pendant ce temps à Grenade, les Etats-Unis faisaient bon usage des reliques du colonialisme britannique encore présentes sur l'île. Le Gouverneur général Paul Scoon qui, selon la loi du Commonwealth, représente toujours le chef de l'Etat en titre, apparut pour donner sa bénédiction au renversement du gouvernement grenadin par Washington et à l'établissement d'un régime favorable aux Etats-Unis. Le 28 octobre, le Département d'Etat annonçait qu'il attendait de Scoon qu'il nomme une administration intérimaire; le lendemain, Scoon téléphonait aux Nations-Unies - par le biais d'une liaison fournie par les Etats-Unis - pour annoncer qu'il fermait toutes les missions diplomatiques grenadines incluant celles des Nations-Unies. (Caldwell Taylor, l'ambassadeur de Grenade aux Nations-Unies, continue d'être présent aux débats alors que le Secrétaire Général insiste qu'il n'y aura aucune discussion sur son statut avant que la requête de Scoon n'ait été acheminée par écrit).

Alors qu'une imposante force d'occupation demeure sur l'île et que la population semble démoralisée par les événements ayant précédé l'invasion, la possibilité que s'impose une force d'opposition à ce qui semble en voie de devenir un nouveau régime colonial apparaît réduite, même si la résistance parvenait à se manifester pour quelque temps encore. A la longue cependant, les occupants américains et leurs représentants devront composer avec une peuple qui a passé les quatre dernières années à faire l'expérience de l'indépendance nationale et à la défendre. □